

PRÉFECTURE DE LA CHARENTE

Préfecture
Secrétariat Général
Service de coordination des politiques publiques
et d'appui territorial

Bureau de l'environnement

Arrêté préfectoral modifiant les arrêtés du 17 août 2018,
des 6 et 13 septembre 2018 et portant prolongation d'une enquête publique
relative à la demande d'autorisation unique déposée par
la SAS FERME ÉOLIENNE DE SAULGOND en vue de construire et d'exploiter
un parc éolien composé de 6 aérogénérateurs et de 2 postes de livraison
sur le territoire de la commune de SAULGOND

La préfète de la CHARENTE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment le chapitre III du titre II du livre Ier et le titre Ier du livre V ;

VU la colonne A de l'annexe à l'article R.511-9 du Code de l'Environnement constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'ordonnance n° 2014-355 du 20/03/2014 relative à l'expérimentation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 2014-450 du 02/05/2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'ordonnance n° 2016-1060 du 03/08/2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 24/04/2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête mentionné à l'article R.123-11 du Code de l'Environnement ;

VU la demande d'autorisation unique déposée le 28/12/2016 et complétée le 17/04/2018 par la SAS FERME ÉOLIENNE DE SAULGOND dont le siège social est situé 770 rue Alfred Nobel à MONTPELLIER (34000), pour la construction et l'exploitation d'un parc éolien composé de 6 aérogénérateurs et de 2 postes de livraison sur le territoire de la commune de SAULGOND ;

VU les pièces du dossier produit à l'appui de cette demande comprenant notamment l'étude d'impact ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement tendant à répertorier l'installation considérée à la rubrique suivante :

Rubrique concernée	Régime	Désignation des installations	Caractéristiques de l'installation	Situation administrative des installations
2980-1	A (autorisation)	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50m	6 aérogénérateurs puissance unitaire maximale = 2,65 MW puissance maximale installée du parc = 15,75 MW hauteurs maximales : - mât = 125 m - bout de pale = 182m 2 postes de livraison	d

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 09/05/2018 ;

VU l'absence d'avis émis par la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale le 17/05/2018 ;

VU la réponse de la SAS FERME EOLIENNE DE SAULGOND sur l'absence d'avis de la MRAe ;

VU la décision E18000092/86 du 12/06/2018 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de POITIERS portant désignation d'un commissaire enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral du 27/08/2018 donnant délégation de signature à Madame Delphine BALSÀ, secrétaire générale de la préfecture de la Charente;

VU l'arrêté préfectoral du 17/08/2018 portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation unique déposée par la SAS FERME ÉOLIENNE DE SAULGOND en vue de construire et d'exploiter un parc éolien composé de 6 aérogénérateurs et de 2 postes de livraison sur le territoire de la commune de SAULGOND ;

VU les arrêtés modificatifs du 6 et 13 septembre 2018 prenant en compte les communes de Lesterps, Montrollet et Etagnac dans les communes comprises dans le rayon d'affichage de 6 km ;

Considérant que les communes de Montrollet et d'Etagnac ont procédé à l'affichage de l'avis d'ouverture d'enquête publique le 18 septembre 2018 ;

Considérant qu'il convient de donner aux habitants d'Etagnac et de Montrollet la possibilité de se mobiliser et d'apporter leurs observations dans de bonnes conditions d'informations en lien avec le déroulement de l'enquête publique ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

L'arrêté préfectoral du 17 août 2018 modifié par arrêtés des 6 et 13 septembre 2018 est modifié par les articles ci-après.

ARTICLE 2 :

Il sera procédé sur le territoire de la commune de SAULGOND à une enquête publique sur la demande d'autorisation unique présentée par la SAS FERME EOLIENNE DE SAULGOND dont le siège social est situé 770 rue Alfred Nobel à MONTPELLIER (34000), pour la construction et l'exploitation d'un parc éolien composé de 6 aérogénérateurs et de 2 postes de livraison.

Cette enquête, initialement prévue du 27 septembre 2018 au 29 octobre 2018, est prolongée de 8 jours et comprendra une permanence supplémentaire fixée au **mardi 6 novembre 2018** de 14h à 17h.

Elle sera ouverte pendant une durée de 41 jours consécutifs soit du **jeudi 27 septembre 2018 à 9h au mardi 6 novembre 2018 à 17h** à la mairie sise 2 rue de la Scierie – Le Bourg – 16420 SAULGOND ou à la salle du « Tourbillon » située 5 rue principale – Le Bourg – 16420 SAULGOND.

Le commissaire enquêteur peut, après information de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête, prolonger celle-ci pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-10.

ARTICLE 3 :

Pendant cette période, les pièces du dossier, comprenant notamment l'étude d'impact et les informations sur l'absence d'avis émis par la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront déposés dans la mairie précitée.

Le public pourra prendre connaissance du dossier :

- à la mairie de SAULGOND ou à la salle « Tourbillon », aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public ;

- en le consultant sur le site de la préfecture : www.charente.gouv.fr (rubrique politiques publiques – environnement/chasse – DUP-ICPE-IOTA/SAULGOND).;

- en le consultant à partir d'un poste informatique installé dans le hall de la préfecture au 7 rue de la préfecture à ANGOULEME (16000) pendant les jours et heures d'ouverture du public.

ARTICLE 4 :

Le public pourra consigner ses observations et propositions sur le registre ouvert à cet effet à la mairie de SAULGOND ou la salle « Tourbillon » ou les adresser par correspondance au commissaire enquêteur, M. Jean-Claude CLARET, **jusqu'au mardi 6 novembre 2018 à 17h**, à la mairie de SAULGOND dont l'adresse est : 2 rue de la Scierie – Le Bourg – 16420 SAULGOND ou à la salle du « Tourbillon » située 5 rue principale – Le Bourg – 16420 SAULGOND.

Ces observations et propositions transmises par voie postale seront consultables en mairie de SAULGOND.

Il pourra également les transmettre jusqu'au **mardi 6 novembre 2018 à 17h** par courrier électronique à l'adresse de la boîte fonctionnelle suivante :

pref-obs-eolien-saulgond@charente.gouv.fr

Les observations et propositions écrites et remises au commissaire enquêteur lors des permanences en mairie ou salle « Tourbillon » de SAULGOND, celles transmises par voie postale à la maire de SAULGOND ainsi que celles transmises par voie électronique seront consultables sur le site internet de la préfecture en suivant le chemin suivant : www.charente.gouv.fr (rubrique politiques publiques – environnement/chasse – DUP-ICPE-IOTA/SAULGOND).

ARTICLE 5 :

Le Président du Tribunal Administratif de POITIERS a désigné, pour conduire cette enquête publique, M. Jean-Claude CLARET, gendarme en retraite, en qualité de commissaire enquêteur. En cas d'empêchement, l'enquête sera interrompue. Le Président du Tribunal Administratif désignera alors un commissaire enquêteur remplaçant et fixera la date de reprise de l'enquête. Un arrêté de reprise d'enquête sera publié dans les mêmes conditions que le présent arrêté.

ARTICLE 6 :

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations en mairie de SAULGOND ou à la salle « Tourbillon » à SAULGOND selon le calendrier suivant :

Jeudi 27/09/2018 de 9h à 12h
Mercredi 03/10/2018 de 9h à 12h
Samedi 13/10/2018 de 9h à 12h
Jeudi 18/10/2018 de 14h à 17h
Lundi 29/10/2018 de 14h à 17h
Mardi 06/11/2018 de 14h à 17h

ARTICLE 7 :

Un avis a été inséré le 3 septembre 2018 dans deux journaux diffusés dans tout le département de la CHARENTE à savoir « Charente Libre » et « Sud-Ouest » ainsi que dans deux journaux diffusés dans tout le département de la HAUTE-VIENNE à savoir « Centre France Publicité » le 4 septembre 2018 et « L'Echo Haute-Vienne » le 27 août 2018. Il sera rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête dans les mêmes journaux.

Cet avis sera également publié par voie d'affiches, et éventuellement par tout autre procédé, jusqu'à la fin de l'enquête (soit jusqu'au 6 novembre 2018 inclus) dans les lieux d'affichage habituels, en mairie de SAULGOND ainsi que dans les mairies de BRIGUEUIL, BRILLAC, CHABRAC, ESSE, ETAGNAC, LESTERPS, MONTROLLET, SAINT-CHRISTOPHE, SAINT-MAURICE-DES-LIONS pour le département de la CHARENTE et les communes de SAINT-JUNIEN et VAL-D'ISSOIRE pour le département de la HAUTE-VIENNE, communes dont tout ou partie du territoire est situé à une distance inférieure au rayon d'affichage de 6 kilomètres fixé par la nomenclature des installations classées.

Cet avis sera également affiché par le responsable du projet jusqu'au 6 novembre 2018 sur les lieux prévus pour la réalisation de l'opération projetée, visible de la ou des voies publiques. Les affiches répondront aux caractéristiques et dimensions définies par arrêté du 24/04/2012.

L'accomplissement des formalités d'affichage sera attesté par des certificats établis par les maires et par le représentant de la SAS FERME ÉOLIENNE SAULGOND. Ces certificats seront adressés au commissaire enquêteur.

En outre, cet avis a été publié sur le site internet de la préfecture depuis le 23 août 2018 à l'adresse suivante : www.charente.gouv.fr (rubrique Politiques Publiques – Environnement Chasse – DUP ICPE IOTA/ SAULGOND) et le restera au moins jusqu'au 6 novembre 2018.

ARTICLE 8 :

À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête visé à l'article 3 sera mis à la disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans le délai de 8 jours, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera d'un délai de 15 jours pour produire ses observations.

Le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations parvenues pendant le délai de l'enquête. Il consignera dans une présentation séparée ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

ARTICLE 9 :

Le préfet de la CHARENTE adressera, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur au responsable du projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la préfecture de la CHARENTE et à la mairie de SAULGOND, pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

Ils seront également publiés sur le site internet de la préfecture et mis à la disposition du public pendant un an : www.charente.gouv.fr - rubrique Politiques Publiques – Environnement Chasse – DUP ICPE IOTA._SAULGOND.

ARTICLE 10 :

Le maître d'ouvrage est la SAS FERME ÉOLIENNE DE SAULGOND dont le siège social est situé 770 rue Alfred Nobel à MONTPELLIER (34000).

Toute personne pourra demander des informations sur le dossier à Monsieur Jean-Paul DOMBRET, (04-27-04-50-47 ou mobile 07-85-71-47-80.

ARTICLE 11 :

A l'issue de l'enquête publique, le préfet de la CHARENTE pourra prononcer la décision d'autorisation unique assortie de prescriptions et comportant des mesures d'évitement, de réduction et de compensation ou de refus de construire et d'exploiter un parc éolien composé de 6 aérogénérateurs et de 2 postes de livraison sur le territoire de la commune de SAULGOND.

ARTICLE 12:

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête, dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

ARTICLE 13 :

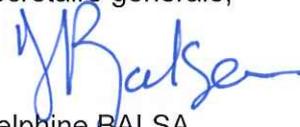
Les conseils municipaux des communes de SAULGOND, BRIGUEUIL, BRILLAC, CHABRAC, ESSE, ETAGNAC, LESTERPS, MONTROLLET, SAINT-CHRISTOPHE, SAINT-MAURICE-DES-LIONS pour le département de la CHARENTE et les communes de SAINT-JUNIEN et VAL-D'ISSOIRE pour le département de la HAUTE-VIENNE seront appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation unique dès l'ouverture de la présente enquête. Ne pourront être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête soit jusqu'au 21 novembre 2018 inclus.

ARTICLE 14 :

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle Aquitaine, les maires SAULGOND, BRIGUEUIL, BRILLAC, CHABRAC, ESSE, ETAGNAC, LESTERPS, MONTROLLET SAINT-CHRISTOPHE, SAINT-MAURICE-DES-LIONS pour le département de la CHARENTE et les communes de SAINT-JUNIEN et VAL-D'ISSOIRE pour le département de la HAUTE-VIENNE, le commissaire enquêteur, le représentant de la SAS FERME ÉOLIENNE DE SAULGOND sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Angoulême, le **18 SEP. 2018**

Pour la préfète et par délégation,
La secrétaire générale,



Delphine Balsa